



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
14 septembre 2011
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-huitième session

Genève, 12-23 septembre 2011

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-huitième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 12 au 23 septembre 2011

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président.....	2
Déclarations liminaires	2

Résumé du Président

Déclarations liminaires¹

1. Des déclarations liminaires ont été prononcées par: M. Luis Manuel Piantini Munnigh (République dominicaine), Président du Conseil du commerce et du développement à sa cinquante-septième session; M. Mothae Anthony Maruping (Lesotho), Président du Conseil à sa cinquante-huitième session; M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED; le représentant du Zimbabwe, parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine; le représentant du Ghana, parlant au nom du Groupe africain; le représentant de la Thaïlande, parlant au nom du Groupe asiatique; le représentant de la Hongrie, parlant au nom du Groupe D; le représentant du Mexique, parlant au nom du Groupe latino-américain et caraïbe; le représentant du Népal, parlant au nom des pays les moins avancés; le représentant du Paraguay, parlant au nom des pays en développement sans littoral; le représentant de l'Union européenne; le représentant de la Chine; le représentant du Japon; le représentant de la Suisse; le représentant des États-Unis d'Amérique; le représentant du Honduras; et le représentant de l'Indonésie.

2. Le Président du Conseil du commerce et du développement à sa cinquante-septième session a dit que l'année 2011 avait été une année productive, avec notamment: a) l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre de l'Accord d'Accra; b) la sélection du thème principal et des thèmes subsidiaires de la treizième session de la Conférence, prévue en avril 2012 à Doha (Qatar); et c) la réalisation d'un cycle complet de réunions illustrant le mandat du Conseil. Il a instamment demandé aux États membres d'adopter une résolution, qui serait transmise à l'Assemblée générale des Nations Unies, sur le problème de l'instabilité des prix et de la spéculation sur les marchés de produits de base.

3. Après avoir rendu hommage à son prédécesseur, le Président du Conseil du commerce et du développement à sa cinquante-huitième session a dit que la préparation de la prochaine treizième session de la Conférence serait une tâche ardue, mais que son premier souci était d'assurer le succès de la présente session du Conseil. Mais même avec un emploi du temps aussi chargé, il espérait tenir des réunions thématiques axées sur les priorités des États membres, animées par un esprit constructif de coopération continue entre les membres.

4. Le Secrétaire général de la CNUCED a dit que la treizième session de la Conférence serait l'occasion d'approfondir des questions fondamentales et de permettre au secrétariat de la CNUCED d'établir une feuille de route pour l'économie mondiale, avec comme objectif ultime le développement durable. La compression des dépenses publiques n'était pas la solution des problèmes actuels du monde; les gouvernements devaient plutôt encourager une croissance et un développement équitables et partagés pour rétablir l'équilibre de l'économie mondiale.

5. Les représentants ont noté que les pays en développement s'étaient redressés relativement rapidement après la récente crise économique. Un représentant a dit que la

¹ Les versions électroniques des déclarations des représentants sont disponibles en format PDF sur le site Web de la CNUCED, sous la forme et dans la langue dans lesquelles elles ont été reçues (<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intelItemID=6066&lang=1>). Les fichiers audio (salle/Anglais) des déclarations générales et des déclarations prononcées lors du débat de haut niveau, notamment, sont également disponibles sur le site Web (<http://www.unctad.org/Templates/WebFlyer.asp?intelItemID=6067&lang=1>).

reprise avait été plus rapide dans les pays en développement d'Asie que dans les pays développés. Un autre a noté que le taux de croissance de l'Indonésie était de 6,4 % pour 2011, et que le taux de chômage était passé de 9,1 % en 2007 à 6,8 % au premier semestre de 2011. Il a néanmoins été reconnu que la reprise de l'économie mondiale restait fragile et incertaine.

6. Plusieurs orateurs se sont déclarés préoccupés par l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations commerciales du Cycle de Doha, mais d'aucuns ont exprimé l'espoir que la treizième session de la Conférence contribue à relancer le «Programme pour le développement». Un représentant a évoqué la diminution des dons des pays donateurs et a déclaré qu'il faudrait davantage veiller à éviter les chevauchements et les gaspillages.

7. Plusieurs représentants se sont félicités de la parution de diverses publications de la CNUCED, dont le *Rapport sur le commerce et le développement, 2011*, le *World Investment Report, 2011*, et le rapport sur *Le développement économique en Afrique*.

8. De l'avis général, la CNUCED devait poursuivre ses travaux sur les capacités productives, la compétitivité, l'entrepreneuriat, l'intégration Sud-Sud, ainsi que ses travaux de recherche et d'analyse, notamment sur l'appui au secteur agricole et sur l'investissement pour le développement.

9. Il a été noté que l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'organisation universelle, était le lieu le plus approprié pour débattre de la reprise économique mondiale, d'une croissance rapide et équitable et du développement socioéconomique. Il a été rappelé que la CNUCED était le principal organe de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'examiner les questions de commerce, d'investissement et de développement. Dans ce contexte, plusieurs représentants ont demandé à la CNUCED de continuer à soutenir le renforcement des capacités productives en Afrique et de redoubler d'efforts pour contribuer à l'instauration d'un système économique, commercial et financier mondial plus équitable et plus favorable au développement. D'autres ont déclaré que la CNUCED devrait consacrer davantage d'efforts et d'attention aux pays en développement sans littoral. Un représentant a demandé à la CNUCED de continuer d'apporter un soutien à Haïti, seul pays le moins avancé (PMA) de la région latino-américaine et caraïbe. Quelques représentants ont estimé qu'il y avait trop peu de pays admis à sortir de la catégorie des PMA, et ils ont demandé à la CNUCED de veiller à ce que ses travaux prennent mieux en compte les changements survenus dans les pays en développement au cours des quatre précédentes décennies.

10. Les représentants ont dit que des flux financiers stables étaient essentiels à la reprise dans toutes les nations. Un représentant a mis en garde contre les dangers du protectionnisme. Un autre a souligné la menace que représentaient des marchés monétaires instables.

11. Les représentants ont demandé à la CNUCED de soutenir le système commercial multilatéral, système qui reposait sur des accords commerciaux régionaux.

12. Un représentant a évoqué quatre grands domaines d'intérêt pour la formation de consensus: a) des modèles et des approches réalistes et empiriques du développement; b) un système économique international équitable; c) un rôle renforcé de l'État; et d) une intensification du renforcement des capacités dans les pays en développement.